



ECVC condamne le soutien de l'UE au Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires

L'organisation paysanne La Coordination Européenne Via Campesina (ECVC) a exprimé sa profonde inquiétude concernant le processus non transparent et illégitime qui entoure l'organisation du Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires (UNFSS). Nous avons exprimé cette inquiétude dans une [lettre adressée aux législateur·trice·s et représentant·e·s impliqué·e·s](#) dans la réunion du Conseil européen qui se tiendra cette semaine pour aborder et trouver un accord sur les priorités de l'UE sur le Sommet sur les systèmes alimentaires.

Ce sommet, qui n'a ni été convoqué par les États membres, ni été validé par l'Assemblée générale des Nations Unies, a suscité de vives inquiétudes parmi les organisations de la société civile et les organisations de producteur·rice·s alimentaires. L'initiateur et principal partenaire de ce sommet est le Forum Économique Mondial (WEF), qui rassemble les entreprises les plus riches et les plus puissantes du monde. Ces entreprises sont largement responsables de la dégradation de l'état environnemental du monde et de l'augmentation des inégalités et de l'insécurité alimentaire.

D'autre part, les organisations de la société civile, et en particulier les organisations de producteur·rice·s d'aliments (paysan·ne·s, pêcheur·euse·s, peuples autochtones, femmes rurales, pastoralistes, travailleur·euse·s agricoles, etc.) ont été mises de côté dans le processus menant à ce « sommet », tout comme une grande majorité des États Membres de l'ONU. Malgré cela, l'UE et certains pays européens soutiennent toujours concrètement l'évènement à l'heure actuelle.

Dans ce contexte, nous, la Coordination Européenne Via Campesina, ne voyons pas d'autre option que de ne pas participer à un tel « sommet ». Nous n'accorderons aucune légitimité à un espace aussi peu démocratique et peu transparent.

Nous demandons alors que le Conseil européen développe clairement une stratégie pour revenir à un fonctionnement multilatéral, comme convenu par les États, et fondé sur le principe « Un pays = un vote ». Le Conseil européen devrait empêcher le « sommet » de donner suite, et devrait s'assurer que les agences basées à Rome et que le Comité de la sécurité alimentaire mondiale restent les espaces centraux de discussions multilatérales sur la nourriture et l'agriculture.

Notes aux rédacteur·rice·s

- Pour lire la lettre en entier, [cliquez ici](#).
- Pour lire le document de position publié par le mouvement international des paysan·ne·s La Via Campesina, [cliquez ici](#).

Contacts

Morgan Ody - Comité de coordination d'ECVC - +33 626977643 - FR, EN

Paula Gioia - Comité de coordination d'ECVC : + 49 1781390024 - PT, EN, ES, DE

Ou envoyez un courriel à press@eurovia.org